

**Domat** droit privé

---

# Droit du travail

**ANTOINE MAZEAUD**

Professeur émérite de l'Université de Paris II Panthéon-Assas

**8<sup>e</sup> édition**

**Montchrestien**

**lextenso** éditions

---

# TABLE DES MATIÈRES

(Les chiffres renvoient aux numéros des pages)



<b>Introduction</b> .....	7
SECTION I Le droit du travail et les différentes branches du droit social .....	8
§ 1. Le droit de la Sécurité sociale .....	8
§ 2. Le droit de l'emploi .....	10
SECTION II Le domaine du droit du travail .....	17
§ 1. Champ d'application .....	17
A. Exclusion : les indépendants .....	18
B. <i>Quid</i> du secteur public ? .....	19
§ 2. Autonomie du droit du travail ? .....	22
A. Droit et économie .....	22
B. L'apport des autres disciplines juridiques .....	23
C. Un particularisme lié aux finalités de la matière .....	25
SECTION III L'évolution du droit du travail .....	26
§ 1. La conquête d'un droit du travail .....	27
A. Quête de « l'autonomie individuelle » .....	27
B. Conquête du collectif .....	29
§ 2. La période de maturation : de 1950 à 1981 .....	32
§ 3. L'euphorie : 1981-1982 .....	33
A. Les ordonnances .....	33
B. Les lois .....	33
§ 4. Le droit du travail et l'emploi .....	35
§ 5. Perspectives .....	38
SECTION IV Les sources du droit du travail .....	42
§ 1. Sources internationales .....	42
§ 2. Sources européennes .....	44
§ 3. Sources étatiques .....	49
A. Droit constitutionnel social .....	49
B. Lois et règlements .....	49
§ 4. Sources négociées .....	53
A. Données internes .....	54

	B. Données européennes .....	58
§ 5.	La jurisprudence .....	60
	A. Pluralité de sources .....	60
	B. Éclatement du contentieux .....	67
§ 6.	Usages, engagements unilatéraux, recommandations, chartes .....	68
§ 7.	Référendum d'entreprise .....	71
<hr/>		
<b>Première partie</b>	<b>LES RAPPORTS COLLECTIFS</b> .....	73
<hr/>		
<b>TITRE 1</b>	<b>Les rapports collectifs dans l'entreprise</b> .....	75
<hr/>		
<b>CHAPITRE I</b>	L'ENTREPRISE .....	77
<hr/>		
	SECTION I Des établissements distincts .....	78
	§ 1. La problématique autour des élections professionnelles .....	78
	§ 2. Les critères dégagés en jurisprudence .....	80
	A. Les éléments matériels .....	80
	B. Le critère fonctionnel .....	80
	SECTION II Une unité économique et sociale .....	83
	§ 1. Problématique et finalité .....	83
	§ 2. À la recherche de l'UES .....	84
	A. Unité économique .....	85
	B. Et unité sociale .....	86
	SECTION III La représentation interentreprises .....	87
	§ 1. Groupe de sociétés .....	87
	§ 2. Site et au-delà .....	88
<hr/>		
<b>CHAPITRE II</b>	<b>POUVOIRS DU CHEF D'ENTREPRISE ET DROITS DES SALARIÉS</b> .....	91
<hr/>		
	SECTION I Pouvoir de direction .....	94
	§ 1. Les thèses contractuelle et institutionnelle .....	94
	A. La thèse contractuelle .....	94
	B. La thèse institutionnelle .....	94
	§ 2. Le droit positif .....	95
	SECTION II Droit réglementaire .....	96
	§ 1. Domaine .....	97
	§ 2. Régime .....	97
	SECTION III Droit disciplinaire .....	99
	§ 1. DOMAINE .....	100
	A. Toute mesure... suite à un agissement fautif .....	100
	B. Prohibition des sanctions pécuniaires .....	102
	§ 2. La procédure .....	103
	A. Mise en œuvre des « poursuites » .....	103

B. Déroulement de la procédure .....	104
§ 3. Le contrôle judiciaire.....	105
A. Fond.....	105
B. Procédure .....	106
<b>CHAPITRE III</b> LES INSTITUTIONS REPRÉSENTATIVES .....	107
SECTION I   Un droit au pluriel .....	107
§ 1. Participation directe et collective .....	108
A. Droit d'expression directe et collective .....	108
B. Vers une démocratie directe ? .....	109
§ 2. Pluralité d'institutions : mosaïque et cohérence .....	110
A. Aperçu général .....	110
B. Cohérence face à la montée des « PME » ? .....	112
C. La loi Giraud du 20 décembre 1993 : vers la délégation unique.....	114
§ 3. Un système mi-élection, mi-désignation .....	115
A. Élections .....	115
B. Désignation du délégué syndical et du représentant de la section syndicale	125
§ 4. Permanence des institutions représentatives .....	129
A. Lissage des seuils sociaux .....	129
B. Permanence dans l'entreprise en mutation.....	130
SECTION II   Le délégué du personnel : attributions et moyens .....	131
§ 1. Mission.....	131
A. Attributions générales .....	132
B. Compétence dérivée .....	132
§ 2. Moyens .....	133
A. Généralités .....	133
B. Crédit d'heure ou heures de délégation .....	133
SECTION III   Le comité d'entreprise. Le comité de groupe. Le comité européen d'entreprise .....	135
§ 1. Organisation du comité d'entreprise .....	136
A. Statut juridique .....	136
B. Composition.....	137
C. Fonctionnement.....	139
§ 2. Attributions du comité d'entreprise .....	140
A. Activités sociales et culturelles .....	140
B. Attributions économiques et professionnelles.....	144
C. Le comité d'entreprise, demain .....	151
§ 3. Le comité de groupe et le comité européen d'entreprise.....	151
A. Le comité de groupe « Auroux » .....	152
B. Comité d'entreprise européen ou procédure d'information et de consultation dans les entreprises de dimension communautaire .....	153
SECTION IV   Le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail .....	155

SECTION V	Le délégué syndical, le représentant de la section syndicale.....	157
§ 1.	Le délégué syndical.....	157
A.	Des fonctions à proprement parler syndicales.....	158
B.	Représentation de l'ensemble du personnel.....	158
C.	Moyens.....	158
§ 2.	Un nouveau : le représentant de la section syndicale.....	159
SECTION VI	La protection des représentants du personnel.....	159
§ 1.	Le champ de la protection.....	160
A.	Les salariés protégés.....	160
B.	Le domaine de protection.....	162
§ 2.	Le processus de licenciement des représentants du personnel.....	167
A.	La procédure préalable à licenciement.....	167
B.	Les recours contre la décision administrative.....	169
§ 3.	Le licenciement irrégulier des représentants du personnel.....	172
A.	Les droits du représentant du personnel irrégulièrement licencié.....	173
B.	Le licenciement régulier au départ devenu irrégulier.....	178
§ 4.	Loi d'amnistie.....	180
<b>TITRE 2</b>		
	<b>Syndicalisme, négociation collective et conflits collectifs.....</b>	<b>183</b>
<b>CHAPITRE I</b>		
	<b>LE SYNDICALISME.....</b>	<b>185</b>
SECTION I	Le mouvement syndical.....	185
§ 1.	L'évolution du mouvement syndical.....	186
A.	Premier courant syndical : autour de la CGT.....	186
B.	2 <sup>e</sup> courant syndical : la CFDT.....	188
C.	Un syndicat de cadres.....	188
D.	Et le patronat ?.....	189
§ 2.	L'avenir du syndicalisme.....	190
A.	Constat.....	190
B.	Causes et devenir.....	191
SECTION II	Le droit syndical.....	194
§ 1.	Liberté syndicale, constitution et objet.....	195
A.	Liberté syndicale et non-discrimination syndicale.....	195
B.	Souplesse des règles de constitution.....	195
C.	Objet et capacité civile.....	196
§ 2.	Le droit d'agir en justice.....	197
A.	En son nom propre.....	197
B.	L'action de type collectif.....	198
C.	L'action de substitution.....	200
§ 3.	Le droit syndical dans l'entreprise.....	201
A.	Constitution de la section syndicale d'entreprise.....	201
B.	Rôle et moyens.....	204

<b>CHAPITRE II</b>	<b>NÉGOCIATION, CONVENTION COLLECTIVE ET ACCORD COLLECTIF .....</b>	<b>207</b>
SECTION I	Négociation et conclusion des conventions et accords collectifs .....	208
§ 1.	Caractéristiques du droit négocié .....	209
A.	De la politique contractuelle à la démocratie sociale .....	210
B.	L'extension des conventions collectives de branche .....	212
C.	L'obligation de négocier .....	216
§ 2.	La négociation de gestion .....	221
§ 3.	Monopole syndical de négociation .....	223
A.	Le principe .....	223
B.	La négociation d'entreprise en l'absence de délégués syndicaux .....	226
§ 4.	Représentativité réelle : la loi du 20 août 2008 relative à la rénovation de la démocratie sociale .....	230
A.	Les sept critères ; l'audience, critère capital .....	230
B.	L'audience : de l'entreprise à l'interprofessionnel .....	231
C.	Transitions et étalement dans le temps de l'application de la réforme .....	238
§ 5.	Validité des conventions et accords : égalité, majorité, minorité .....	240
A.	Mise en cause limitée des accords minoritaires avant la loi Fillon (2004) .....	241
B.	Loi Fillon sur le dialogue social (2004) .....	242
C.	Validité des accords et conventions : loi du 20 août 2008 portant rénovation de la démocratie sociale .....	246
§ 6.	Hierarchie des normes et articulation des niveaux de négociation.....	248
A.	Recherche d'une cohérence entre les normes négociées .....	249
B.	Les perspectives dégagées depuis la loi Fillon sur le dialogue social (2004)	251
SECTION II	Le régime des conventions collectives et des accords collectifs.....	254
§ 1.	Effets des conventions collectives et accords collectifs.....	254
A.	Effets entre les parties signataires ou adhérentes.....	255
B.	Effet normatif.....	256
§ 2.	Détermination de la convention collective applicable dans l'entreprise .....	258
A.	Critère de l'activité principale .....	258
B.	Concours de conventions, concours de normes négociées et de normes étatiques .....	260
§ 3.	L'application dans le temps .....	262
A.	Révision.....	263
B.	Dénonciation de la convention collective à durée indéterminée .....	266
C.	Convention ou accord à durée déterminée arrivant à leur terme.....	269
D.	Mise en cause .....	270
SECTION III	En guise de conclusion au chapitre 2 : Quelle rénovation de la démocratie sociale ?.....	274
<b>CHAPITRE III</b>	<b>LES CONFLITS COLLECTIFS.....</b>	<b>277</b>
SECTION I	Le droit de faire grève.....	279

§ 1.	Un droit individuel qui s'exerce collectivement.....	279
§ 2.	Grève dans les services publics.....	280
A.	Problématique propre aux services publics .....	281
B.	Grève dans les transports de voyageurs .....	283
§ 3.	Contours du droit de grève .....	285
A.	Interruption du travail... ..	285
B.	Collective et concertée.....	286
C.	Mobile professionnel.....	286
SECTION II	Le régime des conflits collectifs.....	289
§ 1.	Le règlement des conflits collectifs .....	289
A.	La conciliation .....	290
B.	L'arbitrage .....	290
C.	La médiation .....	290
D.	La médiation judiciaire .....	290
E.	Protocoles de fin de grève .....	290
§ 2.	Le statut protecteur du salarié gréviste.....	291
A.	Suspension du contrat de travail .....	291
B.	Grève et rupture du contrat de travail .....	293
§ 3.	Stratégies patronales et conflits collectifs .....	294
A.	Maintien ou rétablissement de la production .....	295
B.	Fermeture temporaire de l'entreprise .....	297
C.	Appel à la responsabilité civile .....	298
<hr/>		
<b>Deuxième partie</b>	<b>LA RELATION DE TRAVAIL .....</b>	<b>303</b>
<hr/>		
<b>TITRE 1</b>	<b>Les contrats de travail .....</b>	<b>307</b>
<hr/>		
<b>CHAPITRE I</b>	<b>LE DROIT COMMUN DES CONTRATS DE TRAVAIL .....</b>	<b>309</b>
<hr/>		
SECTION I	Le critère du contrat de travail .....	309
§ 1.	Le lien de subordination .....	309
A.	Problématique.....	309
B.	Le critère .....	311
§ 2.	Promotion de l'entreprise individuelle : loi Madelin, le retour, le portage salarial : une contre-épreuve .....	313
SECTION II	Formation du contrat de travail .....	315
§ 1.	Embauche et conclusion du contrat de travail .....	315
A.	Formalisme ou consensualisme ? .....	316
B.	Embauche et collectivité .....	316
C.	Contrat « personnel » .....	318
§ 2.	La période d'essai : la loi négociée du 25 juin 2008 .....	319
A.	Présentation générale .....	319
B.	Existence et durée .....	320
C.	Rupture de la période d'essai .....	322

SECTION III	Les clauses insérées dans le contrat de travail.....	324
§ 1.	Clauses relatives à l'exécution.....	324
A.	Clause de mobilité géographique.....	325
B.	Clauses d'objectifs.....	326
C.	Clause probatoire.....	327
§ 2.	Clause de non-concurrence.....	327
A.	Présentation générale.....	327
B.	Régime.....	331
§ 3.	Clauses de fidélisation de la main-d'œuvre.....	333
A.	Clause de garantie d'emploi.....	333
B.	Clause de dédit-formation.....	334
SECTION IV	L'exécution du contrat.....	335
§ 1.	Présentation générale.....	335
A.	Effacement du contractuel dans la relation de travail.....	335
B.	Dimension contractuelle.....	338
§ 2.	Obligations contractuelles à la charge de l'employeur.....	341
A.	Autour de l'obligation principale de versement du salaire et de fourniture d'un travail.....	341
B.	Exécution de bonne foi.....	342
§ 3.	Obligations contractuelles à la charge du salarié.....	345
A.	De quelques principes.....	346
B.	Sanction en cas de manquement aux obligations contractuelles.....	349
<b>CHAPITRE II</b>	<b>LES CONTRATS SPÉCIAUX DE TRAVAIL.....</b>	<b>351</b>
SECTION I	Les contrats de formation et d'insertion.....	351
§ 1.	La formation dans le droit commun des contrats de travail.....	352
A.	Plan de formation dans l'entreprise.....	353
B.	Obligation d'adaptation, maintien des capacités à occuper un emploi.....	353
C.	Droit individuel à la formation.....	354
§ 2.	Tendances.....	354
A.	Intégration et retour dans le salariat.....	355
B.	Agir aussi sur la création d'activités nouvelles.....	357
§ 3.	Les contrats de formation en alternance.....	358
A.	Caractéristiques.....	358
B.	Typologie.....	359
SECTION II	Les contrats précaires typiques.....	360
§ 1.	Le phénomène de la précarité.....	360
§ 2.	Le modèle de précarité : le contrat à durée déterminée.....	363
A.	Conditions de recours-typologie.....	364
B.	Non-respect des règles de forme et de fond.....	369
C.	Exécution.....	371
D.	Cessation normale du contrat.....	371

E.	Rupture anticipée .....	372
SECTION III	Contrats spéciaux non précaires .....	375
§ 1.	Le contrat de travail à temps partiel.....	375
A.	Du temps choisi au temps partagé, puis retour au temps choisi .....	376
B.	Les grandes lignes du contrat .....	377
§ 2.	Pluriactivité, groupement d'employeurs, temps partagé, mise à disposition au sein des groupes .....	379
A.	Pluriactivité .....	379
B.	Groupement d'employeurs, travail à temps partagé et prêt de main-d'œuvre.....	379
C.	Mobilité au sein des groupes de sociétés.....	381
SECTION IV	Une impasse : du cpe au contrat nouvelles embauches .....	382
§ 1.	Le contrat nouvelles embauches (CNE) .....	383
§ 2.	Un mort-né : le CPE .....	386
<b>TITRE 2</b>	<b>La rupture du contrat de travail à durée indéterminée .....</b>	<b>389</b>
<b>CHAPITRE I</b>	<b>LE DROIT COMMUN DU LICENCIEMENT .....</b>	<b>391</b>
SECTION I	Garanties de procédure.....	391
§ 1.	La procédure de licenciement.....	392
A.	Convocation à l'entretien .....	392
B.	Entretien .....	394
C.	Délai de réflexion après entretien .....	394
§ 2.	La lettre de licenciement avec énonciation des motifs .....	395
A.	Principes.....	395
B.	L'œuvre jurisprudentielle .....	396
§ 3.	Les sanctions .....	398
SECTION II	Règles de fond .....	400
§ 1.	Cause réelle et sérieuse .....	400
A.	Délégation législative au juge .....	401
B.	Étendue du contrôle exercé par la Cour de cassation .....	402
C.	Contentieux du motif réel et sérieux .....	403
§ 2.	Sanctions de la violation des règles de fond .....	409
A.	Absence de cause réelle et sérieuse .....	409
B.	Nullité du licenciement .....	411
SECTION III	Le statut du salarié licencié .....	417
§ 1.	Le régime de droit commun .....	417
A.	Préavis.....	417
B.	Indemnité de licenciement.....	420
C.	Départ du salarié .....	422
§ 2.	Le licenciement pour faute grave ou lourde .....	423
A.	Pour faute grave .....	423

	B. Pour faute lourde .....	424
	C. Pour faute grave ou lourde en cours de préavis .....	425
<b>CHAPITRE II</b>	<b>LES MODES DE RUPTURE DU CONTRAT À DURÉE INDÉTERMINÉE .....</b>	<b>427</b>
SECTION I	Autour de la démission .....	428
§ 1.	Données générales .....	428
§ 2.	Autour des prises d'acte de la rupture du contrat .....	430
A.	Prise d'acte par l'employeur (fin) .....	430
B.	Prise d'acte par le salarié .....	431
SECTION II	La rupture d'un commun accord .....	435
§ 1.	Données générales .....	435
§ 2.	Apport de l'ANI – loi du 25 juin 2008 sur la modernisation du marché du travail .....	436
A.	Présentation .....	436
B.	Sécurisation de l'accord .....	437
§ 3.	Un faux ami : la transaction .....	438
A.	Domaine .....	438
B.	Objet, concessions réciproques et aléa .....	439
C.	Date et formalisme .....	440
SECTION III	Âge et rupture du contrat .....	441
§ 1.	Les enjeux en matière de sécurité sociale et d'emploi .....	441
A.	Les retraites .....	441
B.	L'emploi .....	442
C.	Le cumul emploi-retraite .....	444
§ 2.	Le départ à la retraite .....	445
A.	Prohibition des clauses de retraite-couperet .....	446
B.	Le départ volontaire à la retraite .....	446
C.	La rupture à l'initiative de l'employeur .....	446
SECTION IV	Changement des conditions de travail et modification du contrat ...	448
§ 1.	Qu'est-ce qu'une modification du contrat de travail ? .....	450
A.	Rémunération .....	451
B.	Fonctions .....	451
C.	Secteur géographique .....	451
D.	Durée et horaire de travail .....	452
E.	Satellites incorporés et clauses informatives .....	454
§ 2.	Le refus du salarié d'accepter l'offre de modification .....	455
A.	Offre et refus .....	455
B.	Conséquences du refus .....	456
C.	Modification du contrat pour motif disciplinaire .....	456
§ 3.	Changement des conditions de travail .....	458
SECTION V	Maladie et inaptitude physique .....	459

§ 1. Maladie ou accident d'origine non professionnelle et rupture du contrat ...	461
A. Qualification de la rupture .....	461
B. Protection de l'emploi .....	462
§ 2. Inaptitude physique et rupture .....	462
SECTION VI Résiliation judiciaire et force majeure .....	466
§ 1. Résiliation judiciaire .....	466
§ 2. Force majeure .....	468
A. Le présent .....	469
B. L'avenir .....	469

---

### CHAPITRE III LE LICENCIEMENT ÉCONOMIQUE .....

SECTION I Présentation générale .....	472
§ 1. De l'autorisation administrative à sa suppression : de 1975 à 1986 .....	473
§ 2. Prévention et accompagnement : de 1986 à 2001 .....	474
§ 3. Réforme sur réforme : de 2002 à nos jours .....	476
A. 2002 : modernisation sociale .....	476
B. Suspension : 2003 .....	477
C. Au final : 2005 .....	478
D. Et demain ? .....	480
§ 4. Sauvegarde, redressement et liquidation judiciaires .....	481
§ 5. Chômage partiel ou technique : retour et actualisation .....	484
SECTION II Les motifs économiques .....	485
§ 1. Éléments constitutifs .....	485
A. La définition de l'article L. 321-1, al. 1 <sup>er</sup> , devenu art. L. 1233-3, C. trav. ....	485
B. Modification du contrat .....	487
§ 2. Contrôle judiciaire du bien-fondé du licenciement .....	488
A. Les juges du fond sont invités à exercer pleinement leur mission de contrôle du motif réel et sérieux .....	489
B. Contrôle du motif économique par la Cour de cassation .....	490
C. Obligation d'adaptation et de reclassement .....	497
SECTION III Le processus de licenciement économique .....	502
§ 1. Les grandes lignes du processus .....	505
A. Consultation des représentants du personnel .....	505
B. La procédure individuelle .....	506
C. Alternatives sociales .....	506
D. Ordre des licenciements .....	508
E. Priorité de réembauche .....	511
§ 2. Les grands licenciements .....	512
A. Le double processus de consultation .....	513
B. Plan de sauvegarde de l'emploi .....	516
C. Le contentieux des plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) .....	520

	D. Le rôle de l'administration .....	528
	§ 3. Dispositions propres à certains grands licenciements .....	529
	A. Un droit d'opposition (abrogé) .....	530
	B. La médiation (abrogée) .....	530
<hr/>		
<b>CHAPITRE IV</b>	<b>LA SURVIE DU CONTRAT EN CAS DE CHANGEMENT D'EMPLOYEUR .....</b>	<b>533</b>
	SECTION I Critère .....	534
	§ 1. Apport du droit européen .....	535
	§ 2. Histoire de l'article L. 122-12, alinéa 2 (devenu art. L. 1224-1, C. trav.) .....	536
	§ 3. Applications .....	539
	SECTION II Régime .....	541
	§ 1. Licenciements économiques .....	542
	A. Licenciement préalable au transfert .....	542
	B. Licenciement postérieur au transfert .....	545
	§ 2. La nouvelle relation de travail .....	546
	A. Refus du salarié de poursuivre la relation avec le cessionnaire .....	546
	B. Poursuite du contrat .....	548
	§ 3. Sort des dettes contractées par l'ancien employeur .....	549
	A. Relations d'employeurs successifs à salarié .....	550
	B. Relations entre employeurs successifs .....	551
<hr/>		
<b>TITRE 3</b>	<b>Le statut professionnel .....</b>	<b>553</b>
<hr/>		
<b>CHAPITRE I</b>	<b>TEMPS DE TRAVAIL .....</b>	<b>555</b>
	SECTION I La durée du travail .....	557
	§ 1. Les durées de travail .....	557
	A. Durée légale, conventionnelle, réelle et maximale .....	557
	B. Travail effectif .....	558
	C. Astreintes .....	560
	§ 2. Vers la réduction de la durée légale : genèse et déclin .....	562
	A. Ouverture .....	563
	B. Les 35 heures .....	565
	§ 3. De la réduction à l'organisation du temps de travail : 2002 à 2008 .....	568
	A. Loi Aubry II : orientations .....	568
	B. Loi Fillon du 17 janvier 2003 .....	572
	C. Lois de 2005 à 2008 .....	572
	§ 4. Les heures supplémentaires .....	573
	A. Recours aux heures supplémentaires .....	573
	B. Preuve des heures travaillées .....	576
	C. Travail à forfait .....	577
	SECTION II L'aménagement du temps de travail .....	581
	§ 1. Du dirigisme étatique à l'aménagement négocié .....	581

§ 2. Techniques d'aménagement de la durée du travail .....	583
A. Souplesse de l'horaire collectif .....	583
B. Horaires individualisés .....	583
C. Aménagements négociés : modulation et annualisation collective .....	584
D. Le travail à temps partiel .....	585
E. Le compte épargne-temps .....	587
SECTION III Temps de travail, temps de repos .....	588
§ 1. La santé au travail .....	588
A. Des approches nouvelles .....	588
B. Obligations de sécurité de résultat .....	590
§ 2. Organisation des temps de travail .....	591
A. Travail de nuit .....	592
B. Repos hebdomadaire, repos dominical .....	593
§ 3. Congés .....	597
A. « Des » congés .....	597
B. Les congés payés .....	599
C. Le congé de maternité .....	601
<hr/>	
<b>CHAPITRE II</b> RÉMUNÉRATION – ÉGALITÉ DE TRAITEMENT .....	603
<hr/>	
SECTION I Fixation du salaire .....	605
§ 1. Principes de base .....	605
§ 2. Le SMIC .....	606
A. Présentation .....	607
B. Du SMIG au SMIC : finalités .....	608
C. Modalités d'application .....	610
D. Réduction du temps de travail .....	612
SECTION II Égalité professionnelle, non-discrimination, égalité des rémunérations .....	612
§ 1. En guise de récapitulatif : principe de non-discrimination .....	613
A. Apport communautaire .....	614
B. En droit interne .....	617
§ 2. À travail égal, salaire égal – dynamique de l'égalité de traitement .....	623
A. Le contexte classique : diversification des rémunérations .....	623
B. La jurisprudence Ponsolle .....	624
C. Autour de la différence de traitement (suite) : la dynamique de l'égalité de traitement et le dépassement de la philosophie de l'arrêt Ponsolle .....	626
SECTION III Régime des salaires .....	633
§ 1. Règles de paiement .....	633
§ 2. Garanties de paiement .....	634
SECTION IV Participation, intéressement, épargne salariale .....	635
§ 1. Le principe d'association .....	635

---

## TABLE DES MATIÈRES

§ 2. Les formes d'association.....	638
<b>Index</b> .....	641